

Réponses TURPE5 (16 août 2015)

Q1 Les problématiques exposées ci-dessus sont-elles selon vous représentatives des enjeux soulevés pour la structure du TURPE par l'émergence des réseaux intelligents et par l'évolution du système électrique ?

1.1 Forte augmentation des ENR:

Oui l'augmentation des ENR est absolument nécessaire et même vitale. Elle aura des effets sur la tarification de l'énergie électrique. Il faut d'ailleurs revoir complètement cette tarification dans la mesure où l'intérêt majeur des ENR est leur re-localisation possible au plus près des consommateurs.

La structure du TURPE4 actuel et son éventuelle adaptation en un TURPE5 sont incompatibles avec cette évolution profonde de la production d'électricité. La nouvelle structure de tarification doit être étudiée et proposée par les producteurs et consommateurs locaux. Elle ne peut être proposée et schématisée par une CRE centralisatrice et directrice.

Que la CRE joue un rôle de présidence et d'animation des discussions, ok, mais que la CRE cadre et influence la nécessaire réflexion profonde sur la tarification adaptée à la re-localisation de la production d'électricité, pas d'accord.

1.2 Faible croissance de la consommation:

Oui on peut même espérer une décroissance de cette consommation si on réalise avec succès la transition énergétique promouvant les seules ENR.

Il est fait mention des voitures électriques comme facteur d'accroissement de la consommation. Il est souhaitable que ce soit pas le cas. La lutte contre le réchauffement climatique doit d'abord inciter à la sobriété énergétique. Puis à l'efficacité énergétique dont l'évitement de tous gâchis énergétique. Pour éviter ce gâchis il faut raccourcir toutes les distances parcourues par l'énergie électrique, le transport des gens et des marchandises. De ce point de vue, l'utilisation de la voiture individuelle électrique est très mauvaise.

1.3 une pointe de consommation toujours croissante:

Cette pointe de consommation s'explique par des horaires d'activités presque uniformes et par l'utilisation massive du chauffage électrique d'hiver.

Considérer que ces pointes sont inéluctables, c'est accepter la pérennité de formes de gâchis énergétique. Certes, il n'appartient pas à la CRE de changer les usages des consommateurs, mais il lui est néanmoins interdit de tabler sur une persistance de ces usages.

Ce ne peut être une tarification pénalisante qui, à elle seule changerait les usages de consommation. A l'inverse la CRE peut demander à l'État que toute mesure de nature à modifier les mauvais usages de consommation soit prise, à savoir :

- Étalement des horaires de travail et d'ouverture des commerces, centres culturels, etc ... pour étaler les pointes de consommation journalières et hebdomadaires

- Incitation à l'abandon du chauffage électrique (effet joule ou Pac sur source chaude peu performante)

- Interdiction d'installer du chauffage électrique sur les nouvelles constructions.

1.4 Des technologies de flexibilité ...:

1.5 De plus en plus de consommateurs/producteurs:

Il est fait mention de l'autoconsommation ce qui suppose un consommateur/producteur équilibrant en permanence sa production à sa consommation; ceci n'est pas réaliste pour un particulier s'équipant de générateurs à base d'ENR puisque les ENR sont variables et que le coût actuel des moyens de stockage individuels de l'électricité est prohibitif. La notion de recherche d'équilibre entre production et consommation a un sens au niveau d'un groupe de consommateurs/producteurs qui resterait de petite taille (un quartier, une commune, ...).

Donc même si le coût de production d'une installation ENR de particulier devenait inférieure au prix de vente national ou au prix de marché, cela n'implique pas que l'autoconsommation soit une bonne solution. Au contraire, je pense que la mise en commun des productions individuelles et donc l'utilisation d'un réseau local est une solution de solidarité bien plus porteuse d'avenir. L'autoconsommation est un leurre pour le commun des consommateurs/producteurs. Il est bon que la CRE le dise !

Première tendance:

Doit-on entériner ici le fait que la climatisation se développe ? Dans le cadre de la transition énergétique, des principes de sobriété et d'efficacité, les techniques d'isolation renforcée des logements et bureaux sont essentielles. La climatisation doit être considérée comme une erreur, une gabegie même s'il existe quelques cas où elle peut se justifier (personnes âgées ou affaiblies). Ce facteur ne doit donc pas être retenu dans un scénario vertueux et réaliste.

Si on développe bien la production décentralisée non seulement en France mais aussi dans les autres pays européens, il est peu probable que les échanges globaux annuels entre pays augmentent et par conséquent, la création de nouvelles lignes THT ne se justifie pas. Néanmoins dans une optique de foisonnement des productions d'ENR entre pays, il y a peut être un besoin ?

Deuxième tendance:

Il faudrait que l'on m'explique en quoi ERDF a besoin de connaître la consommation (et la production) de chaque abonné; si vraiment, on se dirige vers une production/consommation répartie et qui s'équilibre le plus possible aux niveaux intermédiaires, le Linky est inutile. Par contre, il me semble judicieux et beaucoup moins onéreux de placer des compteurs électroniques au niveau des groupements intermédiaires (transformateur de quartier, transformateur de commune, dispatching de ville, ...). Car c'est à ces niveaux intermédiaires que l'on doit agir pour rechercher le meilleur équilibre possible entre consommation et production localisées.

Troisième tendance:

La loi inexorable du marché ! Est-ce bien raisonnable de prendre en compte ce facteur qui n'est qu'une acceptation sans critique constructive d'une situation économique ? La volonté de changement promue dans la loi sur la transition énergétique implique au contraire une volonté de faire évoluer les choses ... et le marché ! Il me semble important de préciser que les lois de la concurrence européenne ou internationale ne sont pas adaptées à la transition énergétique nécessaire. Il y manque le paramètre essentiel de localisation. Un producteur local plus cher devrait pouvoir être retenu même face à un producteur lointain concurrent moins cher. En effet la re-localisation des activités humaines est l'un des meilleurs moyens de réussite de la transition énergétique. Par ailleurs les petites structures génèrent plus d'emplois que les grosses; on ne saurait se priver d'une possibilité de moindre chômage. Enfin la proximité entre producteur et consommateur facilite la compréhension des enjeux et la responsabilisation de chacun.

1.6 qui ont des effets sur le mode d'utilisation des réseaux et donc des tarifs

Oui, tout à fait, mais comme je l'ai déjà dit acter de ces effets suppose de demander l'avis des groupes de producteurs et consommateurs locaux. Vouloir imposer un nouveau TURPE5 avec un système à 4 tranches, c'est tout simplement ignorer les bonnes idées existant sans aucun doute dans la tête de tous ceux qui se sont déjà lancés dans la production locale.

L'effacement des pointes de consommation, mis en avant par le projet de TURPE5 se base toujours sur un constat lié à un système de production électrique très centralisé. Ce projet est inadapté à une production électrique réellement décentralisée.

Et la problématique d'évolution d'un système de production actuel hyper centralisé à un système de production futur hyper localisé n'est ni envisagée, ni étudié. Ce point est fondamental. L'ignorer superbement, c'est faire une grave erreur et un mauvais pari sur l'avenir.

La proposition d'un tarif à 4 tranches selon la pointe de consommation peut avoir des effets pervers:

1. la pointe n'est pas forcément effacée mais simplement décalée dans le temps (rappelez vous la grève de 1995 et ses bouchons se décalant chaque jour).
2. les consommateurs/producteurs équipés de moyens de stockage de l'électricité pourraient stocker l'énergie durant les tranches à faible tarif et revendre cette énergie durant les tranches à fort tarif; certes, ce comportement concourt à l'effacement de la pointe, mais n'y a t il pas là une possibilité de spéculation énergétique déplorable ?

Q2 Voyez-vous d'autres enjeux à l'échéance du TURPE 5 ?

De façon générale le tarif doit inciter fortement à la production locale et affaiblir la concurrence des gros producteurs centralisés. Ce n'est pas le mieux disant (ou le plus gros) qui doit l'emporter, mais d'abord le plus réellement local. Voir Q6 ou je développe cette idée.

Q3 Plusieurs facteurs peuvent contribuer à la maîtrise des pointes de consommation : les signaux de prix du marché de l'électricité, le mécanisme de capacité, les dispositifs d'effacements, la structure des tarifs de réseaux et les mesures d'économie d'énergie. Quel doit être selon vous le rôle ou la part de ces facteurs dans l'atteinte de cet objectif ?

J'ai déjà répondu à cette question en Q1 : la maîtrise des pointes de consommation est un problème lié d'une part à l'hyper centralisation de la production électrique et d'autre part aux usages de consommation (chauffage électrique, horaires de travail uniformes). Pour maîtriser ces pointes il faut agir en amont :

- Décentraliser la production électrique,
- Décourager voire interdire le chauffage électrique,
- Etaler les horaires de travail et autres activités dans la journée et dans la semaine.

Un tarif type TURPE5 ne peut guère être grandement efficace sur ces points. Au pire, il pénalisera les consommateurs n'ayant aucune possibilité d'adapter ou de lisser leur consommation.

Q4 Etes-vous favorable à l'entrée en vigueur simultanée des TURPE HTA-BT et HTB à l'été 2017 ?

Mettre le projet TURPE5 en avant des questions de :

- Décentralisation de la production électrique,
- Abandon progressif mais certain du chauffage électrique,
- Etalement des horaires d'activités,

est une grave erreur.

Q5 Avez-vous des observations sur le programme de travail et le calendrier envisagés par la CRE pour l'élaboration du TURPE 5 ?

Mettre le projet TURPE5 en avant des questions de :

- Décentralisation de la production électrique,
- Abandon progressif mais certain du chauffage électrique,
- Etalement des horaires d'activités,

est une grave erreur.

**Q6 : Avez-vous des remarques sur ces principes généraux sous-jacents à la construction des tarifs ?
Estimez-vous en particulier que le sens à donner au principe de péréquation tarifaire et à celui du timbre-poste pourrait être interrogé dans un contexte d'évolution des usages des réseaux**

J'ai déjà expliqué que le TURBE5 ne répond pas à la problématique de fond sur l'évolution de la production et de la consommation électrique françaises. Par ailleurs :

1. J'estime que le principe du timbre-poste n'est pas recevable dans le contexte de la transition énergétique ; ce principe exacerbe la compétition entre fournisseurs quelque soit la distance de transport de l'électricité, mais n'a aucune incidence sur la réduction de consommation ; on peut même imaginer que plus on parvient à faire baisser le prix de l'électricité par la compétitivité, plus on incite à consommer, ce qui semble contraire aux prémisses de ce nouveau tarif (sobriété de la consommation entre autres).

2. Je ne suis pas favorable aux frais d'accès au réseau ; il me semble, en effet, difficile de prendre en compte dans ceux-ci l'amortissement ou non de ces frais fixes. Je pense qu'il faut inclure ces frais dans le prix du kWh soutiré afin qu'une consommation faible ne fasse pas une facture importante à cause des frais fixes.

Par exemple, la différence des frais fixes entre un abonnement simple tarif et un abonnement double tarif est telle qu'il faut consommer beaucoup pour effacer le surcout de l'abonnement double tarif. Du coup le double tarif heures pleines/heures creuses n'a pas beaucoup d'avantages pour le consommateur.

Ce problème existe également avec les tranches de puissance. Là encore on favorise le gros consommateur aux dépens du petit consommateur.

Si on veut respecter les objectifs initiaux du changement de tarification, il faut minimiser voire annuler les frais fixes et les tranches de consommation et inclure ces frais dans le prix du kWh consommé.

Par contre, je serais favorable à l'institution de tranches de consommation énergétique à périodicité à définir (mensuelle?). Pour la tranche inférieure, le prix du kWh serait le plus faible. Ce prix croîtrait pour chaque tranche supplémentaire. Une façon de faire payer vraiment plus cher le gros consommateur.

Je serais également favorable à l'institution de tranches énergétiques de production. Pour la tranche inférieure, le prix du kWh serait le plus grand. Ce prix diminuerait pour chaque tranche supplémentaire. Une façon de rémunérer plus cher le petit producteur dont les frais fixes sont moins facilement amortis que pour le gros producteur.

Enfin je verrais bien le fait que le prix du kWh soit fonction de la distance entre producteur et consommateur ; plus la distance est faible, plus le prix est élevé, plus la distance est grande, plus le prix est faible. Une façon d'encourager la production localisée au détriment de la production distante.

3. Pas très chaud pour le principe de non discrimination. En effet, la transition énergétique a pour conséquence inéluctable d'inciter chacun à éviter le gaspillage énergétique. Certains usages de l'électricité sont pertinents (moteurs d'appareils ménagers, éclairage, ...), d'autres le sont moins (chauffage, climatisation, ...). A la limite, faire payer plus cher l'électricité pour le chauffage électrique ou la climatisation serait un moyen d'inciter les usagers à isoler au lieu de consommer de l'énergie électrique.

Q7 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle, du fait du foisonnement entre utilisateurs du réseau, la contribution des consommateurs aux coûts d'infrastructures dépend non seulement de leur capacité de pointe, mais aussi du taux d'utilisation de cette capacité ? Si ce n'est pas le cas, merci de présenter de façon étayée votre analyse de ce sujet.

Pas vraiment. L'analyse de la CRE repose sur la production centralisée actuelle, laquelle implique des infrastructures lourdes, complexes et vulnérables aux intempéries, aux incidents de production (une grosse unité de production en arrêt a une incidence sur un grand nombre de consommateurs). Par ailleurs la capacité des centrales nucléaires est peu modulable, ce qui rend encore plus difficile l'adaptation de cette capacité. Le nombre de ces unités de production géantes est limité (peu de surcapacité) pour des raisons financières et de sécurité. Le consommateur paie déjà très cher cette infrastructure bien trop lourde pourtant grandement amortie. De plus étant, bien loin, en bout de chaîne, le consommateur n'a aucune visibilité, ni responsabilité du dispositif global.

A l'inverse si l'on imagine que l'on s'oriente vers une production d'énergie largement distribuée sur tout le territoire, ce qui est tout à fait possible et souhaitable avec les ENR, l'infrastructure sera bien plus légère. Le problème du foisonnement et des limites de capacité existera encore mais cette fois, l'arrêt d'une petite unité de production aura une incidence forte sur un petit nombre de consommateurs locaux ou encore une incidence faible sur les consommateurs du niveau supérieur (collectivité, département, région). Cette fois le consommateur mais aussi le producteur peuvent avoir une bonne visibilité du dispositif local. De ce fait l'adaptation de la consommation à la capacité disponible peut bien mieux se faire.

A la limite, l'auto-consommateur devient totalement autonome. Il ne consomme que ce qu'il produit. Donc il est parfaitement conscient des limites de capacité de son système productif qu'il est d'ailleurs contraint de respecter. Il n'a même plus besoin d'être connecté au réseau.

Sans aller jusqu'à ce cas limite, on comprend bien qu'un système de production largement décentralisé signifie une contribution aux coûts d'infrastructure locale, intermédiaire, ..., centrale (on abandonne pas les grosses centrales du jour au lendemain) mais pas forcément une contribution qui dépende du taux d'utilisation de la capacité de production.

Remarquer également que chaque niveau et tout particulièrement le niveau local peut comporter une grande diversité de tarifs puisque les installations ne sont pas d'un modèle unique ou issues de projets identiques.

Q8 : Avez-vous des améliorations à proposer quant à la méthode de construction tarifaire présentée ci-dessus ? Le cas échéant, merci de présenter de façon étayée vos propositions.

La méthode de construction tarifaire proposée ici repose sur le modèle de distribution centralisée. Elle est inapplicable dans l'hypothèse (réaliste) d'une production décentralisée. Le calcul des pertes tel que développé ci-dessus n'a plus de sens puisqu'un domaine de tension peut très bien générer plus d'énergie qu'il n'en consomme. De même le calcul des coûts unitaires initiaux sera très variable selon les localisations.

Rappel : Mettre le projet TURPE5 en avant des questions de :

- Décentralisation de la production électrique,
- Abandon progressif mais certain du chauffage électrique,
- Etalement des horaires d'activités,

est une grave erreur.

Q9 : Etes-vous favorable à la prise en compte des nouveaux profils dans le TURPE 5 ?

Non, voir Q6.

Q10 : Etes-vous favorable à la prise en compte du coût de la capacité dans le calcul des coûts horaires des pertes sur les réseaux ?

Non. Le problème n'est pas d'essayer de lisser la pointe par un tarif dissuasif. Le problème c'est d'inciter à la production décentralisée d'une part et de décourager les mauvais usages de l'électricité d'autre part. La proposition de tarif proposée ne répond pas à cette problématique.

Q11 : Quelle est votre analyse quant à la prise en compte l'existence d'aléas climatiques extrêmes dans la méthode de calcul des coûts unitaires d'infrastructure ?

Les aléas climatiques sont en gros de 3 types

les vagues de froid
les canicules
les tempêtes mettant en péril le réseau

Les vagues de froid

Elles ont une forte incidence sur la capacité à cause :
du chauffage électrique
de la grande inertie des grosses centrales nucléaires

Pour solutionner cet aléa, le problème n'est pas tarifaire ; un tarif dissuasif est punitif mais ne règle pas le problème ;

Pour solutionner ce problème, construire rapidement des unités de productions décentralisées, donner une prime pour remplacer un chauffage électrique par un chauffage au gaz en sachant que le gaz est susceptible, dans un avenir proche, d'être obtenu par méthanation lors d'une production ENR en excès ou bien réduire l'utilisation du chauffage électrique par une super isolation.

Le kWh venant de la grosse centrale lointaine doit être plus cher que celui provenant de l'unité de production ENR locale. (Ceci donne une voie pour le calcul des coûts unitaires évoqués plus haut)
De même la proposition d'augmentation progressif du prix du kWh par tranche d'énergie consommée sanctionne les réels gros consommateurs d'hiver. (revoir Q6)

Les canicules

Elles ont une forte incidence sur la capacité à cause :
de la climatisation
de la perte de source froide de la centrale thermique

Pour solutionner cet aléa, le problème n'est pas tarifaire ;

Pour solutionner ce problème, construire rapidement des unités de productions décentralisées, donner une prime pour remplacer un climatiseur (PAC électrique) par un climatiseur solaire ou bien réduire l'utilisation du climatiseur par une super isolation.

Le kWh venant de la grosse centrale lointaine doit être plus cher que celui provenant de l'unité de production ENR locale. (Ceci donne une voie pour le calcul des coûts unitaires évoqués plus haut)
De même la proposition d'augmentation progressif du prix du kWh par tranche d'énergie consommée sanctionne les réels gros consommateurs d'été. (revoir Q6)

Les tempêtes

Elles ont une forte incidence sur la capacité à cause :
des lignes THT qui tombent
des lignes HT et BT qui tombent

Pour solutionner cet aléa, le problème n'est pas tarifaire ;

Pour solutionner ce problème, construire rapidement des unités de productions décentralisées ; ceci mettra à l'abri de l'incident ligne THT ou HT qui tombe et prive d'énergie un grand nombre d'utilisateurs. Les lignes HT et BT peuvent être plus facilement protégées des intempéries voire enterrées que les lignes THT.

Q12 : Partagez-vous l'analyse de la CRE quant la non-pertinence d'une option pointe mobile pour le niveau de tension HTB3 ?

Sans réponse. Voir Q1.

Q13 : Que pensez-vous de l'utilité de l'introduction d'une pointe mobile pour les domaines de tension HTB1 et HTB2 ?

Sans réponse. Voir Q1

Q14 : Etes-vous favorable à l'introduction d'une pointe mobile pour le domaine de tension HTA ?

Sans réponse. Voir Q1

Q15 : Si vous êtes fournisseur, envisagez-vous de développer des offres commerciales à effacement prenant en compte ce tarif à pointe mobile ?

Non. Voir Q1.

Q16 : Si vous êtes consommateur, envisagez-vous de souscrire une offre commerciale à effacement prenant

en compte ce tarif à pointe mobile ?

Non. Voir Q1 et Q6.

Q17: Que pensez-vous des critères utilisés par la CRE pour analyser la pertinence de l'introduction, dès TURPE 5, d'une pointe mobile en basse tension ? Partagez-vous les analyses préliminaires de la CRE en la matière ?

Je ne partage pas les analyses de la CRE.

Q18 : Etes-vous favorable à la mise en oeuvre d'un tel dispositif transitoire pour l'hiver 2016-2017 ?

Je ne partage pas les analyses de la CRE.

Q19 : Si vous êtes un fournisseur ou opérateur d'effacement : envisageriez-vous de proposer à vos clients une offre commerciale tirant parti d'un tel dispositif transitoire ?

Non concerné.

Q20 : Si vous êtes consommateur, et en particulier si vous êtes actuellement un client du tarif Vert EJP : seriez-vous intéressé par un tel dispositif transitoire ?

Non concerné.

La délibération de la CRE du 28 mai 2015¹⁴ a ouvert la possibilité pour tous les utilisateurs équipés des compteurs adéquats d'accéder sans frais à leurs courbes de mesure

Quelles courbes ? Comment ? A quel prix ?

Q21 : Etes-vous favorable au passage à une souscription de puissance par pas de 1 kVA au lieu de 3 kVA ?

Non, complication sans grand intérêt. Je propose une toute autre tarification. Voir Q6.

Q22 : Etes-vous favorable au principe d'introduire des tarifs à 4 plages temporelles pour les utilisateurs équipés des compteurs Linky ?

Non. Mettre le projet TURPE5 en avant des questions de :

Décentralisation de la production électrique,
Abandon progressif mais certain du chauffage électrique,
Etalement des horaires d'activités,

est une grave erreur.

Q23 : Etes-vous favorables aux 4 plages temporelles envisagées à ce stade par la CRE ?

Non. Voir Q6.

Q24 : Quelle est votre analyse sur la définition de la plage temporelle d'heures creuses ?

Voir Q6. Rappel : Mettre le projet TURPE5 en avant des questions de :

Décentralisation de la production électrique,
Abandon progressif mais certain du chauffage électrique,
Etalement des horaires d'activités,

est une grave erreur.

Q25 : Quelle est votre analyse sur la définition de la période saisonnière de pointe ?

Ce qui compte c'est de connaître les gros consommateurs au moins mois par mois et de les faire payer plus cher via un prix du kWh qui inclut les frais et qui augmente progressivement par tranche de consommation.

Q26 : Etes-vous favorable la proposition de la CRE de définir 3 versions du tarif 4 plages temporelles ?

Non, complication sans grand intérêt. Je propose une toute autre tarification. Voir Q6.

Q27 : Etes-vous favorable à ce que les tarifs à 4 plages temporelles aient un caractère optionnel pour les utilisateurs équipés des compteurs Linky ?

Dans le cas où la souscription des tarifs à 4 plages temporelles serait optionnelle, que pensez-vous des deux scénarios envisagés par la CRE (cf.6.2.2) ?

Sans réponse.

Q28 : Etes-vous favorable à la tarification à la puissance atteinte pour les utilisateurs raccordés en BT > 36 kVA, HTA et HTB ?

Non. Voir Q6.

Q29 : Etes-vous favorable au choix de la période de pointe PP1 pour définir la période de pointe mobile du TURPE HTA à l'horizon du TURPE 5 ?

Sans réponse

Q30 : Etes-vous favorable à la suppression de l'option concave en HTA ?

Sans réponse

Q31 : Etes-vous favorable à la modification présentée des principes de couverture du volet énergie des charges liées à l'équilibrage ?

Sans réponse.

Q32 : Etes-vous favorable au transfert dès l'entrée en vigueur des prochaines Règles MA – RE (printemps 2016) des coûts d'activation de la réserve secondaire vers le compte ajustements écarts ?

Non.

Q33 : Estimez-vous qu'une révision de la répartition entre injections et soutirages pour le financement de certaines des charges de constitution des réserves tertiaires (réserves rapide et complémentaire) et de l'appel d'offres effacement devrait être mise en oeuvre ? Si oui, quelle répartition proposez-vous et pourquoi ?

Autre vision. Voir Q1 et Q6.

Q34 : Considérez-vous que le financement de ces réserves devrait porter également sur la puissance d'injection ou de soutirage souscrite plutôt que sur la seule énergie injectée ou soutirée ? Si oui, quelle répartition proposez-vous et pourquoi ?

Autre vision. Voir Q1 et Q6.

Q35 : Pensez-vous que les coûts liés à la reconstitution des marges devraient être financés de la même manière que les réserves rapide et complémentaire ?

Sans réponse.

Q36 : Avez-vous d'autres remarques à apporter sur le partage du financement des coûts d'équilibrage ?

Aucune. Autre vision. Voir Q1 et Q6

Q37 : Estimez-vous que les règles actuelles de constitution des réserves primaire et secondaire (prescription d'acteurs obligés et prix régulé) doivent être modifiées ?

Ne sais pas.

Q38 : Que pensez-vous de l'analyse de RTE concernant le marché secondaire organisé des services système fréquence ?

Ne sais pas.

Q39 : Etes-vous favorable à l'organisation d'appels d'offres pour contractualiser tout ou partie de la réserve primaire ? Considérez-vous opportun de mener une telle contractualisation de façon conjointe avec d'autres GRT européens ?

Non. Voir Q1 Troisième tendance. La loi du marché ne doit pas être retenue car spéculative.

Q40 : Pensez-vous opportun de faire supporter par les producteurs une partie des coûts de constitution des services système ? En particulier, que pensez-vous de la proposition de la CRE de faire supporter par les producteurs tout ou partie de la différence par rapport la situation actuelle (18,20 €/MW/h) ?

Non. J'imagine que le prix du kWh acheté doit inclure les frais fixes pour éviter que le petit producteur soit pénalisé par rapport au gros producteur. J'imagine aussi que le tarif d'achat soit différencié selon la localisation de la production (plus c'est local, moins c'est cher ; plus c'est lointain, plus c'est cher) et selon la quantité d'énergie fournie organisée en tranches d'énergie mensuelle par exemple (la tranche inférieure serait la plus chère, les suivantes seraient de moins en moins chères).

Q41 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la réserve secondaire ? Si non, quelles alternatives proposez-vous ?

Ne sais pas. Voir Q40.

Q42 : Etes-vous d'accord avec l'analyse préliminaire de la CRE concernant la tarification des injections?

Non. Voir Q40.